

Sabine LECLERCQ
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/01330 - N° Portalis
DBYB-W-B7E-M4GZ

Minute n° : 20/01030

Nous Sabine LECLERCQ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier,

Vu les articles L3211-1 et suivants et R 3211-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du représentant de l'Etat en date du 21 novembre 2020 portant réintégration en hospitalisation complète,

concernant : **Monsieur**
né le 15 Juin 1972 à MONTPELLIER (HERAULT)
8 rue de Montcalm
34000 MONTPELLIER

ayant pour avocat Maître Laura NOS

Vu la saisine en date du 26 Novembre 2020 de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 26 Novembre 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE PREFET DE L'HERAULT et l'ARS**
- **Mme LA PREPOSEE DU CHU DE MONTPELLIER, curateur**
- **Monsieur**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 27 Novembre 2020,

Vu la note d'audience en date du 30 Novembre 2020,

MOTIFS DE LA DÉCISION

Attendu que **Monsieur** a été admis en soins psychiatriques sans consentement par décision du préfet de l'Hérault le 17/05/2012, sur le fondement des articles L. 3213-1 et L. 3213-2 du code de la santé publique ; que la mesure de soins a été régulièrement maintenue depuis, en dernier lieu par arrêté du 17/09/2020 ; qu'après une période en programme de soins à partir du 04/03/2020, le patient a été réintégré en hospitalisation complète le 21/11/2020, au vu du certificat du Dr A-C FERRERONS du 21/11/2020 ; que par requête du 26/11/2020, le préfet a saisi le juge des libertés et de la détention aux fins de contrôle de la mesure de soins dans les 12 jours après la réintégration à l'hôpital ;

Sur les moyens de nullité :

Attendu que le conseil de **Monsieur** fait valoir, pour demander la levée de la mesure d'hospitalisation, plusieurs moyens de nullité de la procédure, à savoir :

- la décision de réintégration du 21/11/2020 a été notifiée tardivement le 23/11/2020 ;
- les observations du patient n'ont pas été recueillies avant modification de la forme de la prise en charge le 21/11/2020 ;
- les décisions de maintien en soins des 17/03/2020 et 17/09/2020 ont été notifiées tardivement, le 25/11/2020, à l'occasion de la réhospitalisation du patient ;
- la décision du 21/11/2020 n'a pas été notifiée au tuteur, ni les décisions précédentes ;

Sur ce,

Attendu que l'article L. 3211-3 du code de la santé publique dispose que toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques sans consentement doit, avant chaque décision prononçant le maintien des soins ou définissant la forme de la prise en charge, être informée du projet de décision et mise à même de faire valoir ses observations ; qu'elle doit en outre être informée le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état de la décision d'admission et de chacune des décisions prononçant le maintien des soins et définissant la forme de sa prise en charge, ainsi que des raisons qui les motivent ; qu'elle doit enfin être informée, dès l'admission et aussitôt que son état le permet, de sa situation juridique, de ses droits et des voies de recours et garanties qui lui sont offertes ;

que pour répondre à l'objectif fixé par la loi, l'information doit être dispensée à un moment où le patient est en mesure d'en comprendre l'objet et d'exercer effectivement les droits qui lui sont garantis ;

Attendu en l'espèce que la notification à **Monsieur** : le 23/11/2020 de la décision de réintégration du 21/11/2020 n'est pas tardive au sens de l'article L. 3211-3 du code de la santé publique ;

que le moyen sera écarté ;

Attendu qu'il se déduit des termes du certificat proposant la modification de la forme de la prise en charge, émanant du Dr FERRERONS, en date du 21/11/2020, que le recueil des observations était impossible au jour de l'examen, le médecin indiquant que **Monsieur** : présentait une "symptomatologie aiguë", "une agitation psychomotrice avec hétéro-agressivité, un discours accéléré, logorrhéique, diffluent, empreint d'éléments délirants de persécution", état n'ayant pas non plus permis qu'il signe les documents relatifs à son hospitalisation sous contrainte ;

que le moyen sera écarté ;

Attendu en revanche que la notification à **Monsieur** : le 25/11/2020, des décisions de maintien en soins prises par le préfet les 17/09/2020 et 17/03/2020, est tardive, et il ne résulte pas des certificats ou avis mensuels communiqués avec la requête que l'état du patient ne permettait pas une notification plus rapide ;

que la procédure est en conséquence irrégulière de ce chef ;

Attendu que l'article L. 3213-9 prévoit que le représentant de l'Etat dans le département avise dans les vingt-quatre heures de toute admission en soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat ou sur décision judiciaire, de toute décision de maintien et de toute levée de cette mesure, la famille de la personne qui fait l'objet de soins, et, le cas échéant, la personne chargée de la protection juridique de l'intéressé ;

que cette information n'est pas prévue dans l'hypothèse d'une décision de modification de la forme de la prise en charge ;

Attendu en l'espèce que le moyen soulevé est inopérant concernant la décision de réintégration en hospitalisation complète du 21/11/2020, l'article L. 3213-9 ne visant pas les décisions modifiant la forme de la prise en charge ;

Attendu, en revanche, que les pièces communiquées avec la requête n'établissent pas que Mme la déléguée du CH¹¹ de Montpellier, en charge de la mesure de protection juridique de **Monsieur** : ait été avisée des décisions de maintien de la mesure de soins psychiatriques sans consentement des 17/03/2020 et 17/09/2020, contrairement aux prescriptions de l'article L. 3213-9 ;

que la procédure est en conséquence irrégulière de ce chef ;

Attendu qu'il n'apparaît pas possible de considérer que les irrégularités constatées n'ont causé aucun grief à **Monsieur** : , qui a été maintenu dans l'ignorance plusieurs mois durant, de même que son curateur, des décisions rendues et de leurs motifs, et n'a pu en conséquence exercer les voies de recours qui lui étaient ouvertes ;

qu'il convient d'en tirer les conséquences et de rejeter la demande de maintien en hospitalisation complète du préfet de l'Hérault ;

que la main-levée toutefois, au vu des éléments médicaux à la procédure, sera différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre à l'établissement de prendre le cas échéant un programme de soins ;

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE PREFET DE L'HERAULT à l'égard de Monsieur [nom] et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code de la santé publique) ;

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 30 Novembre 2020 par Sabine LECLERCQ, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification envoyée le 30 Novembre 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur [nom] par l'intermédiaire de l'hôpital
- Maître Laura NUS par courriel
- Monsieur le Représentant de l'Etat et l'ARS par courriel
- Mme LA PREPOSEE DU CHU DE MONTPELLIER par télécopie

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 30 Novembre 2020 à 16H 25

Le greffier




Nous,  , procureur de la République, déclarons:

☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision et en interjeter appel

Signature:



Lionel SABATER-BONO
Procureur de la République
adjoint